



LE PRÉSIDENT DES BONNES INTENTIONS

Par Natacha Polony

En matière de communication politique, l'offensive tous azimuts du président de la République, du *New York Times* à *l'Opinion*, en passant par *Challenges* et le plateau de TF1, a des airs de reconquête... ou de diversion. Comment ça, les Français sont mécontents ? Pas au courant. Adressez-vous à la Première ministre, ce sont ses dossiers. À l'Élysée, on est sur du long terme, de la prospective. On change la vie.

Soyons justes, Emmanuel Macron n'a pas seulement décidé de cajoler les Français en leur promettant la chasse aux « ultrariches ». Les annonces de ces derniers jours autour de la réindustrialisation ou du lycée professionnel sont tout sauf anecdotiques. Et la lutte contre la fraude fiscale, annoncée par Gabriel Attal à grand renfort de formules toutes faites sur la préservation de la « cohésion sociale », est bien un combat non seulement juste, mais nécessaire.

Allons même plus loin : sur les deux premiers sujets, on peut identifier dans les projets gouvernementaux des éléments positifs et des mesures intelligentes. *Marianne* alerte depuis suffisamment longtemps sur la bombe à fragmentation que constitue la désindustrialisation, en matière de dépendance, d'appauvrissement du pays, de déséquilibres entre les territoires, de perte de compétences et de savoir-faire... pour ne pas se réjouir qu'on ait enfin le droit de mettre en avant quelques mesures de bon sens. Oui, il est absurde, quand on a 3 000 milliards de dettes, d'utiliser l'argent public pour subventionner l'achat de véhicules électriques fabriqués en Chine, tout louable que soit l'objectif d'électrification rapide du parc automobile. Oui, il faut gagner en efficacité dans l'implantation de sites de production, quand les délais français sont quatre fois, cinq fois supérieurs à ce qu'ils sont ailleurs pour le moindre projet d'usine ou d'activité commerciale. Oui, le nerf de la guerre est la formation, et il est aberrant de voir se remplir les filières professionnelles du tertiaire, où les chances d'insertion sont faibles, alors que les filières industrielles offrent davantage de débouchés à de meilleurs salaires. Les critiques de la Nupes qui reprennent l'antienne absurde de l'opposition entre apprentissage et lycée professionnel sont à la fois hors sujet et particulièrement hypocrites.

Pour autant, ces premiers pas suffiront-ils à inverser la tendance ? 164 milliards de déficit commercial. Des régions entières vidées de leur force vitale, des villes qui se meurent et les collectivités territoriales qui, depuis plus de trente ans, cachent la misère à coups d'emplois publics, alourdisant

encore un peu plus la facture. Et cette désertification qui nourrit la métropolisation, elle-même à l'origine d'une crise du logement dont la première conséquence est la baisse tragique du pouvoir d'achat des classes moyennes. Pour enrayer le cercle vicieux, il faut bien sûr une prise de conscience, et les mesures avancées par Emmanuel Macron contiennent un infime début de microscopique commencement de protectionnisme – même si l'on se garde d'employer le mot. Comble du cynisme, tout ce que l'espace médiatique contient de chantages du libre-échange et de l'ouverture des frontières a applaudi. Les temps changent...

Cependant, notre dossier sur la disparition de la fraise (lire p. 48) est une illustration parmi tant d'autres de la réalité du système économique dans lequel la France tente de survivre. Au sein même de l'Union européenne, les supposés partenaires se taillent des croupières à coups de dumping social ou fiscal. Et le poids de la grande distribution fait depuis des années pencher la balance, au détriment des producteurs, dans le sens, officiellement, des consommateurs, en fait des quatre grandes centrales d'achats, dont les propriétaires sont parmi les plus grosses fortunes de

France. La libre circulation des capitaux, des marchandises et des travailleurs incite au contournement des règles et à la recherche du moins-disant social et environnemental.

COMBLE DU CYNISME,
TOUT CE QUE L'ESPACE
MÉDIATIQUE CONTIENT
DE CHANTRES DU LIBRE-
ÉCHANGE APPLAUDIT.
LES TEMPS CHANGENT...

Même la lutte contre la fraude fiscale, dans un tel contexte, est un cautère sur une jambe de bois. Car il ne sert à rien de traquer quelques particuliers, certes fraudeurs, si l'on ne revient pas sur la raison fondamentale qui vide les

caisses de l'État en permettant aux multinationales d'échapper le plus légalement du monde à l'impôt. Certes, Gabriel Attal a évoqué la question des prix de transfert, tous ces subterfuges qui permettent de baisser artificiellement les bénéfices d'une filiale pour les reporter sur la maison mère, évidemment implantée dans un paradis fiscal comme les Pays-Bas ou l'Irlande, mais, justement, il n'a rien proposé pour y remédier car les prix de transfert, environ la moitié du commerce mondial, sont au cœur même de la logique néolibérale, c'est-à-dire du libre-échange utilisé comme arme pour contourner les lois nationales. Il faudrait un accord européen ou international, et c'est exactement ce que l'on n'obtiendra qu'au prix d'un rapport de force prononcé, voire brutal.

La concurrence faussée est en train de détruire les sociétés occidentales. Mais elle enrichit les grands groupes dans des proportions folles. On se réjouit d'entendre enfin parler de régulation, d'indépendance, d'investissement, surtout de la part de gens qui ont traîné dans la boue ceux qui en parlaient quand il était encore temps d'agir. Et de ce point de vue, Emmanuel Macron est champion de la volte-face. Ce combat nécessite pourtant de la constance et de la volonté. ■